

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Samedi 10 août 1985

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE PARAIT MERCREDI ET SAMEDI

0,50 F

EDITORIAL

"PRENDRE PAR LA FORCE CE QU'IL FAUT PRENDRE ET N'ESPERER QU'EN SOI-MEME".

Depuis jeudi 8 août, le préfet Saborin a fait encore avancer la conscience de milliers de pauvres par ses déclarations publiées dans le journal colonialiste "France-Antilles".

Il a porté des explications et des faits intéressants à la connaissance de milliers de pauvres, de jeunes, d'opprimés qui, en dehors de Pointe-à-Pitre, se demandaient comment les forces de répression avaient été tenues en respect.

Le préfet SADORIN a répondu à leurs interrogations. "Certains barrages étaient minés... on peut imaginer ce qu'aurait pu être l'explosion de 25 kilogrammes de tétragène au moment de l'intervention de cent ou cent cinquante policiers..."

Eh oui ! C'est quand même plus dur que de faire une opération "coup de poing" ou un quadrillage policier dans une population pacifique et désarmée ! Écoutez encore le représentant de l'Etat colonial "Les témoignages que j'ai entendus, de la part de gardiens de C.R.S. ou de gendarmes mobiles, dont certains viennent de la région parisienne, laissent entendre que, depuis vingt ans -c'est-à-dire mai 1968-, ils n'avaient rien vu d'aussi dur... De même, l'état des véhicules de police ou de gendarmerie dont certains ont été criblés de balles, et pas de petit calibre, croyez moi ! prouvent qu'en plusieurs circonstances, les forces de l'ordre se sont heurtées à de véritables firs de barrage... Le fait qu'une part importante des moyens lourds ait été mis hors d'état prouve que c'était très violent... Les hommes ont fait leur devoir !...

En fait, nous ne pouvons assurer partout la sécurité... Quand on se heurte aux techniques qui ont été utilisées, quand on est face à un adversaire qui fuit le contact, qui revient, qui harcèle sans cesse, c'est que l'on a affaire à une véritable guérilla !... Je crois pouvoir dire que nous aurions eu des moyens supérieurs en nombre, nous n'aurions pas assuré la totalité de ce que nous aurions voulu..." France-Antilles du 8/08/85

Alors pour nous les pauvres la leçon est claire. Ce qui tient en respect les troupes de répression du pouvoir Blanc raciste, c'est la crainte que nous pouvons leur inspirer.

Alors préparons nous pour les batailles futures à être plus nombreux, plus préparés, plus équipés pour leur inspirer une crainte encore plus grande. Car eux, nos adversaires, de leur côté, ne resteront pas sur cet échec du 24 au 29 juillet. Ils vont se préparer à nous faire mordre la poussière, maintenant que la vague de la mobilisation est retombée. La liberté et la dignité, ça ne peut s'obtenir que par la lutte. Il faut les arracher par la force, par des luttes que nous dirigerons nous-mêmes. C'est à cela que tous les pauvres doivent se préparer !

LES MENACES D'UN LEMOINE NE DOIVENT PAS NOUS DETOURNER DE NOS PERSPECTIVES

Lors de sa visite-éclair en Guadeloupe Lemoine, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM s'en est vivement pris à tous ceux qui ont manifesté et se sont battus pour la libération de Faisans.

Pour Lemoine, en effet, "certains ont pris le risque de faire revivre à la Guadeloupe l'épisode sanglant de 1967". Pour ce ministre soi-disant socialiste, il y aurait pratiquement eu de la provocation chez des "Indépendantistes" pour faire en sorte que le sang coule comme en mai 1967.

Ces propos ne manquent pas de culot et sont une injure à la vérité. En 1967, la soldatesque coloniale a assassiné des dizaines de travailleurs et de jeunes, a pratiqué des ratonnades et tiré sur tout ce qui bougeait pendant 48 heures à Pointe-à-Pitre ! Ce massacre organisé sciemment et volontairement par les autorités coloniales avait pour but, entre autres de terroriser la population, de mettre un frein aux revendications ouvrières et populaires et d'empêcher le développement des idées de libération nationale, à commencer par celles des organisations nationalistes comme le GONG et aussi le groupe La Vérité.

Aujourd'hui, l'essentiel de la vague de mécontentement qui s'est exprimé lors de l'affaire Faisans étant retombée, Lemoine réapparaît pour sermonner et tenter d'intimider, en jetant par avance la responsabilité sur la population.

Car l'essentiel est là : protestant contre ce qui est apparu aux yeux de tous comme une injustice et comme du racisme, la population pauvre de Pointe-à-Pitre s'est mobilisée, a occupé la rue, a construit des barrages et s'est opposée aux forces de répression. Contre cette volonté, l'administration blanche n'a rien pu faire. Elle a dû négocier. Faisans a été relâché et mis en liberté provisoire. A la suite de cela une importante manifestation de rue, célébrant la victoire s'est déroulée dans les quartiers où les barrages ont été tenus pendant 5 jours.

Tout cela est resté en travers de la gorge des colonialistes. Et aujourd'hui il s'agit pour eux, faute de mieux, en attendant de dénigrer au maximum ce qu'a fait la population pauvre de Pointe-à-Pitre.

Mme Michaux-Chevry par exemple déclarer qu'elle a été trompée, parce que au plus fort de la mobilisation elle aussi a dû réclamer la libération de Georges Faisans. Les bruits les plus imbéciles circulent selon lesquels Faisans n'aurait pas fait la grève de la faim, mais aurait été nourri par ses amis.

Ces gens-là, les Michaux-Chevry, les Edouard Boulogne font mine de confondre la prison où était Faisans avec un hôtel dans lequel chacun entre et fait comme il veut ! Lemoine sait fort bien que ce n'est pas vrai... mais il laisse dire et de manière hypocrite reprend quasiment à son compte les propos des politiciens de droite ! Les jours de Faisans n'auraient pas été en danger on s'est ému pour rien en quelque sorte !

Comme si le problème était là ! Comme si le véritable problème, ce n'était pas la protestation populaire contre un nouvel acte de racisme officiel, contre une injustice raciste ! Comme si aussi le fond du problème ce n'était pas les dizaines de milliers de jeunes au chômage contre lesquels le gouvernement de M. Lemoine a su mobiliser en un rien de temps 1600 gardes mobiles logés pour la plupart aux frais de la princesse dans les meilleurs hôtels du Gosier !

M. Lemoine et ses compères de l'administration coloniale font comme si les dizaines de milliers de travailleurs, confrontés aux bas salaires, aux menaces de licenciement de toutes sortes n'étaient pas la conséquence du fonctionnement de leur société !

C'est la rancœur et la haine de toute cette population pauvre contre l'ordre colonial qui l'humilie et en fait des laissés pour compte qui ont explosé durant 5 jours au mois de juillet. Ce fut un premier avertissement ! Lemoine le sait. Les luttes de ces journées de juillet ont regonflé le moral des pauvres.

Alors il faut à tout prix effacer cette victoire morale, il faut maintenant gommer tout ce qu'ont fait les pauvres ces jours-là, il faut le dénaturer pour qu'ils ne s'en servent pas pour d'autres batailles.

S'adressant aux nantis et aux riches, Lemoine en somme leur dit "on n'a pas su défendre efficacement vos intérêts ces jours derniers, mais cela ne tire pas à conséquence. On prendra des précautions et on fera mieux la prochaine fois." (suite p.2)

Directeur de publication : M. F. ZORRER
Commission Paritaire : XXXXXXXXXX
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
supplément au mensuel

GUADELOUPE: LES MENACES D'UN LEMOINE...

(Suite)

Ce message qui se veut rassurant sera-t-il compris par les capitalistes et autres nantis de la société ? Peut-être. Mais l'essentiel pour les pauvres, c'est de ne pas se laisser impressionner par le ton agressif de Lemoine et de se préparer aux combats futurs qui ne sont peut-être pas si lointains.

Car l'Etat français peut très bien aussi, envisager de préparer le terrain pour que la main passe aux riches et aux notables noirs. Comme cela le pouvoir Blanc n'aura plus à assurer l'ordre aux Antilles. Il en chargera un pouvoir local, noir de cette tâche. Mais ce pouvoir sera celui des riches. Et il voudra lui aussi maintenir l'ordre des privilégiés et des riches.

Les pauvres ont donc une lutte à mener à la fois contre le pouvoir blanc colonialiste et contre la perspective d'un état des riches.

Car ne nous y trompons pas, certains riches et notables ont déjà jaugé la situation. Ils voient bien qu'il suffira de peu, dans ces circonstances comme celles des 24 au 29 juillet ou plus graves pour que le problème de l'indépendance de la Guadeloupe soit ouvertement posé.

Déjà, certains capitalistes des MPI ou de la grande hôtellerie annoncent la couleur en disant qu'ils sont prêts à discuter avec tout le monde. Ils demandent que des solutions politiques soient envisagées avec la participation de tous, c'est-à-dire avec celle des indépendantistes !

L'indépendance, avec une négociation entre certains notables indépendantistes (organisés ou individuels) anciens ou récemment ralliés ou prêts à le faire !). Cela ne fait pas peur forcément aux possédants. Ils sont déjà en train de s'y préparer ! Mais par contre, l'intervention des pauvres, leur force, leurs revendications, leurs aspirations... constituent l'horreur absolue, le spectre qu'il faut combattre, exorciser et abattre ! Par tous les moyens !

Les problèmes posés aujourd'hui à l'administration coloniale, ce n'est pas de réprimer brutalement, comme le réclame des exités du genre Michaux-Chevry, Bouloens et cie... Mais comment rendre les indépendantistes respectables... C'est-à-dire comment pouvoir réprimer les pauvres tout en discutant de l'indépendance, avec certains dirigeants indépendantistes !

Nous ne savons évidemment pas ce que fera le pouvoir colonial à court ou à moyen terme, mais nous devons nous préparer à toutes les situations désastreuses.

En particulier, vous les pauvres dont beaucoup craignent ou refusent l'indépendance, doivent se convaincre que cette position négative alliée à la passivité se retournera contre eux demain. Il faut se situer dans la perspective de cette indépendance et se poser la question :

Quelle indépendance ? Au profit de qui, de quelles classes sociales ? Et alors comment faire, comment agir pour qu'elle soit au profit des pauvres et pas des riches !

Nous pensons, nous à Combat Ouvrier, que c'est en prenant dès maintenant la tête de cette lutte pour l'indépendance, ou à toutes les luttes qui s'opposent aux actes du racisme officiel et du colonialisme que les pauvres, en se dirigeant eux-mêmes, en prenant la tête dès aujourd'hui se donneront des garanties pour l'avenir

GUADELOUPE : LE PARTI COMMUNISTE, INCORRIGIBLE DANS LE REFORMISME ET LA PASSIVITE !

L'un des aspects caractéristiques du grand mouvement de masses qui s'est déroulé entre le 24 et le 29 juillet 1985, a été l'absence totale du PCG.

Bien sûr ce parti affirmait sa prise de position "pour l'élargissement de G. Falsans". Bangou, vice-président du Conseil Général adressait le 22 juillet un télégramme à D. Larifla, s'inquiétant de la situation et des démarches entreprises auprès des autorités ministérielles. Dans une déclaration datée du 24/7, le maire et le conseil municipal de Pointe-à-Pitre précisait qu'ils "persistent à penser que la demande réitérée des multiples associations et personnalités tendant à libérer Monsieur Falsans par souci humanitaire devrait être suivie d'effet, ce qui contribuerait à ramener le calme en Guadeloupe.

Mais en dehors de ces interventions adressées aux autorités du Conseil Général, des ministères ou du président de la république française, le PCG a été absent du mouvement des masses pauvres qui, au delà de la libération de Falsans et dès le mercredi 24 avaient décidé de ne plus accepter l'injustice de la "justice" et la morgue du pouvoir colonial.

Son unique apparition s'est faite sous forme de distribution d'un tract qui a plutôt provoqué le mécontentement et beaucoup de discussions parmi ceux qui étaient mobilisés ou présents autour des barrages. Cette prise de position du secrétariat du PCG datée du 23 juillet sera reprise en éditorial dans l'Etincelle daté du 27 juillet.

Dans ce tract le secrétariat du PCG après avoir expliqué sa position de manière plutôt confuse et tout en affirmant manifester sa "solidarité contre la répression" préférait mettre l'accent sur... "le choix des lieux de manifestations qui aurait pour but de créer des difficultés aux communistes qui dirigent la municipalité de Pointe-à-Pitre". Il déclarait que "l'objectif recherché est, en quelque sorte de prendre les communistes en otage, de les impliquer dans un processus où d'autres tirent les ficelles."

On se demande bien à la lecture d'une telle déclaration, ce que craint le PCG. Qui d'autres que lui-même ne tirent des ficelles... ? Ou plus simplement ne craint-il pas le mouvement des masses ? Car c'est bien de cela qu'il s'agissait. Plutôt que de savoir quelles organisations ou groupes pouvaient ou pas "tirer les ficelles", il fallait voir que des milliers de jeunes, de travailleurs, de laissés-pour compte exprimaient au travers de ce mouvement leur colère et aussi leur immense capacité à se mobiliser. Dans un tel mouvement ceux qui se disent communistes doivent être présents et tout faire pour permettre aux masses en mouvement de s'exprimer et de diriger leur lutte.

Mais loin de se contenter de s'absenter de cette large mobilisation, le PCG ira plus loin. De propos démobilisateurs, il passera à des propos carrément hostiles au mouvement. C'est ainsi que samedi 27 juillet, S.P. Justin, membre du Bureau politique et conseiller régional fera une déclaration qui apparaîtra à ceux des barrages mais aussi à un grand nombre de travailleurs et de personnes mobilisés sur les barrages, comme un appel à la répression contre les manifestants.

Alors même que la tension était grande à la suite du refus de la justice coloniale

de l'examiner le dossier Falsans avant le lundi 29 juillet, Pierre-Justin déclara en substance qu'il était intolérable de prendre une décision sous la pression des barrages ! Qu'il était intolérable que la population soit prise en otage par une minorité... ! Pour plus d'une personne qui écoutait cette déclaration, elle aurait pu venir tout aussi bien du préfet en place ou quelques personnalités de la droite. Pour finir, et dans le calme de la rédaction du journal l'Etincelle du 3 août, les mêmes dirigeants du PCG expliquaient, après coup, leur attitude et justifiaient les propos de S.P. Justin. Ils ajoutaient "que dire des exactions, et violences gratuites propres seulement à déconsidérer leurs auteurs et à travers eux, le peuple guadeloupéen, vu de l'extérieur".

Cette politique est celle de réformistes timorés, craintifs qui passent leur temps à surveiller à droite et à gauche ceux qui pourraient "éclabousser" ou menacer leurs postes électifs.

Ils sont tellement électoralistes qu'ils sont contraints de donner constamment des gages aux plus modérés de leurs électeurs. Aujourd'hui, la politique du PCG commence à inquiéter sérieusement beaucoup de ses militants et sympathisants. Et ils ont raison d'être inquiets car de renoncements en lâchetés, leur parti les conduit tout droit à la mort politique.

Aujourd'hui la direction du PCG a commencé toute une campagne d'explication pour reprendre en main les militants. Elle a monté toute une explication compliquée, ressemblant à la trame des plus mauvais romans d'espionnage. Selon cette direction, tous les événements actuels seraient téléguidés de l'extérieur ! Pas de Cuba ou de Moscou, mais de Washington ! Il y aurait un complot pour liquider le parti communiste avant que la Guadeloupe devienne indépendante ! D'où cette analyse hardie du PCG, en cas de mouvement de masse, de lutte, il faut surtout rester à l'écart pour ne pas tomber dans le piège !

On peut soumettre à la réflexion des militants communistes une autre façon de voir ! Avec une telle analyse, ce n'est pas l'impérialisme et ses services secrets qui détruiront le PCG, mais lui-même en se déconsidérant de plus en plus aux yeux des masses de plus en plus larges. En particulier, ce n'est pas par hasard que la jeunesse se détourne du PCG et qu'on assiste à un vieillissement accéléré de ce parti.

La question de l'indépendance est au centre des débats politiques depuis près de trente ans en Guadeloupe. Mais aujourd'hui, elle a dépassé le cadre des "débat" pour devenir une question pratique, matérielle. Les manifestants de juillet à Pointe-à-Pitre, ce n'était pas une petite poignée d'indépendantistes, c'était des milliers de gens pauvres, des travailleurs, des jeunes chômeurs. Ces milliers de gens en colère ont défilé l'état colonial pour exiger la libération d'un indépendantiste. La place des communistes, c'est d'être dans ce mouvement et de lui donner des perspectives réellement révolutionnaires.